

LES EFFETS DE LA SOCIALIZATION PAR LA FILIERE D'ETUDE SUR LES REPRESENTATIONS SOCIALES ET L'ATTITUDE DES ETUDIANTS FACE A LA FONCTION PUBLIQUE EN CENTRAFRIQUE.

Dr. Bienvenu DJANGHA,

(bienvenu.djangha@gmail.com)

Université de Bangui

Submitted: 2025-05-10

valued: 2025-05-22

validated: 2025-06-02

Résumé : Malgré l'image négative du fonctionnaire et de la Fonction publique véhiculée dans la société centrafricaine au lendemain des Programmes d'Ajustement Structurels, celle-ci continue de faire des émules parmi les étudiants pourtant les mieux indiqués à s'en détourner. Est-ce à dire que la socialisation par la filière d'étude et le type d'établissement n'auraient aucun effet sur l'attitude des étudiants. Le but de l'étude est de questionner la pertinence du groupe social étudiant en tant qu'objet d'étude unifié présentant une certaine homogénéité de socialisation par la filière d'étude qui influencerait l'opinion et le choix des étudiants sur n'importe quel sujet. Il en ressort que les filières et leurs contenus n'ont pas d'influence significative sur le choix des étudiants, lorsqu'il s'agit d'un sujet qui ne fait pas appel aux compétences acquises dans leur filière respective.

Mots clés : Socialisation professionnelle, Effet de socialisation, Représentation sociale, Attitude

Abstract: Despite the negative image of civil servants and the civil service conveyed in Central African society in the aftermath of the Structural Adjustment Programs, this image continues to be emulated among students, who are the most likely to turn away from it. Does this mean that socialization through the field of study and the type of institution has no effect on students' attitudes? The aim of the study is to question the relevance of the student social group as a unified object of study, presenting a certain homogeneity of socialization through the field of study that would influence students' opinions and choices on any subject. It emerges that fields of study and their content have no significant influence on students' choices when it comes to a subject that does not call upon the skills acquired in their respective fields.

Keywords: Professional socialization, Socialization effect, Social representation, Attitude

INTRODUCTION : A l'instar d'autres pays africains, la République Centrafricaine s'est engagée dans la modernisation de l'administration à travers des réformes qui, pour donner suite aux programmes d'ajustement structurels, ont d'abord porté essentiellement sur le redimensionnement de l'État, la restructuration et l'organisation de l'administration, avant de se focaliser sur des réformes administratives qui s'inspirent des méthodes de gestion du secteur privé : budget par objectifs, gestion axée sur les résultats, recherche de l'efficacité et de l'économie et non plus seulement sur le respect de la régularité, sur l'évaluation des actions et des politiques publiques, volonté de transparence, responsabilisation des fonctionnaires, etc.

Si dans certains pays tels que le Sénégal, la Côte d'Ivoire et les pays du Maghreb, ces efforts pour introduire la culture de la compétence et du résultat dans les habitudes des fonctionnaires semblent bien marché, en République Centrafricaine, les tentatives allant dans ce sens à travers plusieurs textes semblent vaines, à cause non seulement d'énormes arriérés de salaires laissés par plusieurs régimes qui se sont succédés, mais aussi et surtout à cause du tribalisme, du clientélisme et de la corruption érigés en méthodes de gestion des ressources humaines dans l'administration publique et les sociétés paraétatiques ainsi que les sociétés mixtes.

La corruption et les dysfonctionnements de l'administration publique, les conflits de génération ont fini par faire de celle-ci, une organisation vieille, statique, lourde et inefficace. La faillite de l'Etat à partir des années 1990 qui ne lui a pas permis d'assurer ses fonctions régaliennes, à laquelle se sont ajoutées la mauvaise gouvernance et les conséquences des programmes d'ajustement structurel (PAS) des années 1980, a fortement écorné l'image des fonctionnaires et de la fonction publique en République Centrafricaine. Les PAS se traduiront par un rationnement des dépenses publiques qui a abouti à des licenciements, aux programmes de Départ Volontaire Assisté (DVA) et à une réduction drastique des salaires dont les conséquences ont été dévastatrices pour les fonctionnaires concernés. Et comme si cela n'était pas suffisant, l'Etat et les fonctionnaires ont dû faire face à la dévaluation du franc CFA en 1994. Cet enchaînement d'évènements malheureux, a fini par consommer la solvabilité et la crédibilité du fonctionnaire centrafricain.

Les banques ont cessé d'octroyer des crédits aux fonctionnaires qui ont accumulé plusieurs mois d'arriéré de salaires. Ceux-ci se sont rabattus vers les acteurs économiques exerçant dans l'économie informelle que l'on appelle communément « Boubanguéré », pour accéder à un crédit à un taux insupportable de 50%. Les fonctionnaires admis à faire valoir leurs droits à la retraite ont également accumulé plusieurs mois, voire des années d'impayés de leur pension de

retraite. Les regroupements quotidiens des fonctionnaires retraités devant le Trésor public dont l'exaspération se termine parfois par la violence sur les bâtiments et/ou les agents du Trésor, ont fini par déconstruire l'image du fonctionnaire léguée par l'administration coloniale et tant convoitée. Malgré les efforts palpables qui ont été déployés depuis quelques années, pour redonner sa dignité au fonctionnaire à travers le paiement régulier de son salaire, cette image ne semble pas améliorée.

Pourtant, c'est sur cette administration publique, que repose l'ambitieux projet du Gouvernement de faire de la République Centrafricaine, un pays émergent d'ici à 2050, dont les études diagnostiques et prospectives sont en cours de finalisation. L'Etat a beau clamer et encourager les jeunes diplômés à créer leurs propres entreprises au lieu de viser un quelconque poste dans la fonction, il ne peut ne pas recruter de nouvelles compétences permettant de tirer meilleurs partis des technologies numériques pour redynamiser l'administration publique en Centrafrique pour l'émergence socioéconomique du pays. Comment attirer des compétences pour traduire cette vision en action si le principal acteur porteur de ce projet qui est le secteur public est perçu de manière négative ? Comment la fonction publique et les fonctionnaires en Centrafrique, se donnent à voir aux jeunes, notamment aux jeunes étudiants ? Quels sont les facteurs qui structurent les représentations que les étudiants de l'Université de Bangui se font de la Fonction Publique et des Fonctionnaires ? Dans quelles mesures, celles-ci déterminent leur attitude face à un éventuel poste dans la Fonction publique ?

L'objet de cette enquête est donc l'étude de la construction sociale de la perception de la fonction publique et des fonctionnaires par les étudiants de l'Université de Bangui et des liens de cause à effet entre les deux.

1. La problématique de l'étude

1.1. Les étudiants : un groupe social unifié et pertinent ?

Pour Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron dans les « Héritiers » (Bourdieu et Passeron, 1964), les étudiants ne peuvent être considérés comme un groupe social homogène et le caractère élitiste des universités dans les années 70 dont l'origine sociale des étudiants est dominée par la bourgeoisie, le justifie. En effet, les deux auteurs estiment que l'université a un caractère peu intégrateur du fait de l'hétérogénéité des filières, des conditions de vie et des différences de rapport aux études et d'expérience temporelle. Pourtant, le fait que les étudiants de cette époque soient d'origine sociale favorisée, fait d'eux un groupe social homogène ! Cet aspect sociologique caractérisait relativement les étudiants de l'Université de Bangui de la

même époque. Aujourd'hui, la multiplication des établissements universitaires privés, la multiplication des filières qui recrutent les étudiants de différentes origines sociales, semblent avoir renforcé le caractère hétérogène des universités dont parlent Bourdieu et Passeron.

A la suite de Bourdieu et Passeron, F. Dubet défend la même position, lorsqu'il dit « ... Il est extrêmement difficile de caractériser sociologiquement les publics étudiants, de construire des sous-ensembles pertinents et homogènes dans une université articulant des "offres" et des "demandes" multiples et fractionnées. (...) Les conduites et les attitudes des étudiants de l'université de masse se prêtent mal à une interprétation immédiate en termes de détermination sociale à partir des grandes variables classiques, non parce qu'elles échapperaient aux "déterminismes" sociaux, mais parce que ces variables ne peuvent rendre compte de la diversité des parcours, des projets et des conditions d'études sans aboutir à une atomisation extrême de la construction des expériences et des manières d'être étudiant. C'est donc dans les rapports des étudiants à leurs études eux-mêmes, plus que dans les facteurs "déterminants", que l'on peut chercher les principes d'identification et de construction des expériences étudiantes » (1994). Pour autant, devrait-on se garder de mener des recherches sur les étudiants en tant que groupe social ? Dans cette étude et à l'instar de Dubet, nous estimons qu'à un certain niveau d'étude tel que la Licence, les représentations que les étudiants se font d'un objet ou d'une situation, portent la marque de l'expérience de l'étudiant modelée par sa filière ou sa discipline, et donc des « effets d'homogénéisation des pratiques étudiantes par les filières d'études » (Baudelot C., Benoliel R., Cukrowicz H. et Estabiet R., 1981).

1.2. La socialisation par la filière et les représentations sociales comme objet d'étude

La sociologie et la psychologie sociale utilisent fréquemment les concepts de représentations sociales et d'attitudes sans trop se préoccuper des liens qu'il y a entre les premières et les secondes, considérant que la perception est fortement ordonnée à l'action et donc au comportement des acteurs. Cependant, on peut avoir une représentation favorable des pilules contraceptives ou du préservatif sans que celle-ci n'influence positivement la consommation d'une pilule contraceptive ou l'utilisation du préservatif, surtout lorsque celle-ci est construite par imitation sans référence à une information vérifiée. Cela dit, la représentation est une construction sociale et non un donné de l'expérience immédiate. L'étude repose sur deux types de variables : trois variables indépendantes (filière/option, le niveau d'étude et l'origine sociale des enquêtés) et deux variables dépendantes (représentation sociale, attitude des étudiants).

1.2.1. L'établissement fréquenté, la filière et l'option suivies dans le cursus universitaire comme facteurs de construction des représentations et des attitudes

La première variable indépendante qui est la filière d'étude suivie, renvoie au domaine de formation choisi volontairement par les enquêtés ou imposé par la scolarité lorsque le dossier d'inscription dans une filière désirée n'est pas déposé à temps. Elle est une variable qualitative composée de plusieurs modalités qui reflètent les offres de formation à l'Université de Bangui et dans certains établissements universitaires privés de la place. C'est dire que les filières sont rattachées aux établissements. Dans cette étude, l'effet-établissement sera utilisé de manière interchangeable comme effet-filière dans la mesure où les établissements considérés sont ceux de l'Université de Bangui, même s'il existe des établissements universitaires privés. Cette distinction privé-public ne nous semble pas pertinente dans une étude où nous ne cherchons pas à mesurer l'incidence des caractéristiques spécifiques aux établissements universitaires publics et privés sur la performance intellectuelle et professionnelle des étudiants. De la même manière qu'il est établi dans certains pays où le champ politique est bien structuré, que les étudiants de sociologie votent à gauche et ceux de droit à droite (Michon, 2006, p.8), nous estimons que les filières ont un effet socialisateur et donc influencent les représentations des étudiants sur un certain nombre de questions sociales. Dans une réflexion similaire, P. Bourdieu et J.-C. Passeron disent « Si l'on accorde que c'est dans l'enseignement littéraire que l'influence de l'origine sociale se manifeste le plus clairement, il semble légitime de voir dans les facultés de lettres le terrain par excellence pour étudier l'action des facteurs culturels de l'inégalité devant l'École, dont la statistique, opérant une coupe synchronique, ne révèle que l'aboutissement, élimination, relégation et retardement » (Bourdieu et Passeron, op. cit., p. 19). Aussi, s'agit-il ici d'étudier les effets socialisateurs des études supérieures sur le rapport des étudiants à la fonction publique. Le choix de l'une ou l'autre de ces filières traduit déjà en amont, un processus de « socialisation perceptuelle » (Zerubavel 1997 : 32-33) qui va informer la construction sociale des représentations de la fonction publique et du fonctionnaire. Aussi, s'agira-t-il ici d'expliquer, l'effet-établissement, l'effet-filières et l'effet-options sur les représentations et les attitudes des étudiants sur la fonction publique et les fonctionnaires.

A l'instar de Sarah Galdiolo, Frédéric Nils et Gil Vertongen (2015, p3), en s'intéressant aux établissements, nous faisons l'hypothèse implicite que le choix d'une filière d'étude est fait en fonction de tous les éléments qui sont en lien avec la capacité différenciée des établissements de l'Université de Bangui et des établissements universitaires privés, à faire acquérir des connaissances (Dumay & Dupriez, 2004a). Cette capacité pouvant structurer les décisions de

choisir telle ou telle autre filière. L'effet-établissement repose sur deux facteurs : 1) les pratiques pédagogiques de l'établissement selon qu'elles reposent sur un apprentissage de qualité fournit par des enseignants compétents ou non, motivés ou peu ; 2) la qualité de la notation selon qu'elle est sévère ou moins en fonction des établissements et de la qualité des étudiants. L'objectif de cette enquête n'est pas d'étudier ces facteurs.

La seconde variable indépendante qui est le niveau d'étude renvoie quant à lui, au niveau auquel se situent les étudiants au cours de leur cursus universitaire au moment de l'enquête. Cette variable est constituée de deux modalités dont la première considérée comme le niveau le plus élevé, regroupe les étudiants dont le niveau d'étude se situe entre la Licence et le Doctorat. La seconde modalité considérée comme le niveau le plus bas, cible les étudiants dont le niveau d'étude se situe entre le Bac et la Licence 3^{ème} année.

La troisième variable indépendante qui est l'origine sociale des étudiants, est considérée ici comme déterminée par la place qu'occupent leurs parents dans la structure sociale, définie par la structure individus, c'est à dire la place qu'ils occupent dans l'espace social mais aussi en partie les représentations qu'ils ont d'eux, des autres et des réalités qui les entourent.

1.2.2. L'origine sociale des parents : une variable pertinente dans un milieu où règnent un chômage et une pauvreté rampants ?

L'origine sociale doit être comprise comme le milieu duquel vient un étudiant, lequel milieu qui peut être un groupe, une région, est affecté par de caractéristiques sociales, culturelles, économiques et structurales, c'est-à-dire par des réseaux de relation dans lesquels, il est pris. Pour beaucoup de pays où les relations sociales sont fortement structurées, l'origine sociale est associée au regroupement des professions et catégories socioprofessionnelles en plusieurs groupes. Dans les pays comme la Centrafrique, ces relations ne sont pas fortement structurées parce que n'ayant pas d'institutions statistiques fortes et équipées, elles ne sont pas régulièrement étudiées et classifiées conformément aux réalités sociales, culturelles et économiques du pays. En France par exemple, le regroupement des professions et catégories socioprofessionnelles aboutit à quatre strates. Selon le Ministère de l'Education Nationale français, elle correspond au regroupement des professions et catégories socioprofessionnelles en quatre groupes :

1. Très favorisée : chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus, cadres et professions intellectuelles supérieures, instituteurs, professeurs des écoles ;
2. Favorisée : professions intermédiaires (sauf instituteurs et professeurs des écoles), retraités cadres et des professions intermédiaires ;

3. Assez défavorisée : agriculteurs exploitants, artisans et commerçants, employés ;
4. Défavorisée : ouvriers, retraités ouvriers et employés, inactifs (chômeurs n'ayant jamais travaillé, personnes sans activité professionnelle).

1.2.3. Des représentations sociales aux attitudes vis-à-vis de la fonction publique et des fonctionnaires

C'est avec la pensée de Durkheim que la notion de représentation a connu une grande effervescence qui parle plutôt de représentation « collective » et non pas « sociale », qu'il définit comme la « manière selon laquelle cet être spécial qui est la société, pense sa propre expérience » (1968 [1912], p. 621).

« Une représentation est un phénomène mental qui correspond à un ensemble plus ou moins conscient, organisé et cohérent, d'éléments cognitifs, affectifs et du domaine des valeurs concernant un objet particulier appréhendé par un sujet (...). On y retrouve des éléments conceptuels, des attitudes, des valeurs, des images mentales, des connotations, des associations, etc. C'est un univers symbolique, culturellement déterminé, où se forment les théories spontanées, les opinions, les préjugés, les décisions d'action, etc » (Catherine Garnier et Lucie Sauvé, 1999).

« Les représentations sociales peuvent être définies comme des systèmes d'opinions, de connaissances et de croyances propres à une culture, à une catégorie ou un groupe social et relatifs à des objets de l'environnement social » (Rateau, P. & Lo Monaco, G, 2013, p.3). Dans cette étude, nous voulons dépasser les confusions/distinctions qui sont souvent faites entre opinions, connaissances et croyances en faisant référence indifféremment aux opinions, informations/connaissances ou croyances.

Mais les étudiants des sciences (Groupe 1 : mathématiques, physique, géologie, chimie etc.) des lettres (Groupe 2 : langues vivantes, philosophie, lettres modernes, sciences de l'information et de la communication, etc.), des sciences sociales (Groupe 3 : sociologie, histoire, anthropologie, économie, gestion, sciences politiques, etc.), de droit et des sciences humaines (Groupe 4 : Psychologie, géographie, sciences de la vie, sciences de la santé, etc.) ne peuvent fonctionner en tant que groupe spécifique que s'il existe entre eux des éléments fondamentaux qui les unissent. Ces éléments leur sont inculqués par la socialisation, ici, il s'agit d'une socialisation par la filière choisie. Quels sont donc les éléments fondamentaux pour chaque Groupe qui influencent les choix des étudiants des Lettres différemment de ceux des étudiants des sciences ?

1.2.4. La socialisation par la filière d'étude comme facteur influençant les représentations sociales et les attitudes

Le concept de socialisation présente de nombreuses ramifications qui touchent plusieurs disciplines des sciences sociales et humaines. La socialisation peut être considérée comme le processus par lequel les normes et les valeurs sociales sont inculquées à un individu pour lui permettre de s'adapter à la société ou à un groupe social. Comme telle, elle recouvre deux dimensions d'analyse dont la première est passive (l'individu est agi, conditionné, modelé) et la seconde beaucoup plus active qui le considère comme un individu qui agit, un acteur en interaction avec son milieu. Par socialisation perceptuelle, nous entendons le fait que la filière d'étude choisie inculque à l'étudiant des normes, des valeurs, un mode et des canons de pensée qui finissent par influencer sa manière de voir les choses de les analyser et de prendre position. Aussi, si les étudiants de sociologie sont-ils considérés comme étant plus souvent de gauche, c'est probablement parce que leur discipline est beaucoup plus critique et les ont habitués à un recul critique et à des prises de position contraires aux catégories et aux catégorisations établies. Cette socialisation par la filière d'étude peut justifier et légitimer le choix d'une trajectoire professionnelle (secteur public versus secteur privé) et la demande de compétences exprimée par chacun de ces deux secteurs.

La socialisation par la filière est le premier stade de la socialisation organisationnelle qui est la « socialisation anticipée, inspirée par les travaux de Merton sur les groupes de référence et la socialisation anticipatrice » (Pour une discipline comme la sociologie, il s'agit d'apprendre et de maîtriser les ficelles du « métier de sociologue » (Bourdieu, 1968) qui véhicule une posture épistémologique et méthodologique particulière, un mode de pensée propre à la sociologie (processus cognitifs d'attribution de sens) une manière d'écrire les connaissances sociologiques (processus identitaires). Dans cette étude l'option choisie est confondue à la filière en ce sens que si l'on prend par exemple la filière sociologie et que l'on considère ses deux options « Développement rural » et « Développement urbain », la socialisation par la filière se fait beaucoup plus à travers les grandes pensées et approches de la société et pour cause, il n'y a pas d'essence du rural et de l'urbain indépendamment de la société. De même, dans une vision globale, l'établissement universitaire n'est pertinent qu'à travers les filières. En effet, s'il est vrai que la Faculté des Sciences économiques et de Gestion familiarise les étudiants au secteur privé, la structure du marché économique (composée de très peu d'entreprises privées dont les plus importantes sont tenues par des sujets libanais/Centrafricano-libanais qui recrutent à des

postes de responsabilité sur la base de la préférence ethnique) peut détourner les diplômés vers le secteur public.

1.2.5. Liens entre représentations sociales et attitudes

Si le concept d'attitude tel que défini par Bergamaschi (2015) comme un « état mental prédisposant à agir d'une certaine manière, face à un objet particulier, (...), est une construction hypothétique, élaborée pour rendre compte d'une structure relativement stable chez l'individu, relevant de sa personnalité et de son identité », celle-ci repose alors sur les représentations sociales dans la mesure où elle renvoie : i) aux perceptions, aux croyances, aux représentations que les individus se font de quelque chose, d'une situation ; ii) elle renvoie également à une prise de position en lien avec les caractéristiques d'un objet, d'une situation qui font que l'on est soit pour, soit contre, donc à la sélectivité fonctionnelle de la perception qui prédispose l'individu à agir d'une certaine manière et donc de passer à l'acte de choisir ou de se détourner d'un objet ou d'une situation. S'il est vrai que les attitudes des étudiants ne sont pas toujours clairement identifiables, ni par eux, ni par les observateurs, leur attitude vis-à-vis d'un poste proposé dans la fonction publique devrait être la traduction des représentations sociales.

1.3. Les hypothèses

Ce cheminement théorique nous amène à deux types d'hypothèse. Des hypothèses interactionnelles et des hypothèses nucléaires.

Hypothèses interactionnelles :

1. L'établissement universitaire, la filière d'étude, l'option choisie, l'origine sociale influencent les représentations et l'attitude que les étudiants se font de la fonction publique, des fonctionnaires, et de la nécessité d'une réforme de la Fonction publique.
2. L'établissement universitaire, la filière d'étude, l'option choisie, jouent un rôle médiateur entre l'origine sociale des étudiants et les représentations et attitudes qu'ils ont de la Fonction publique

Hypothèses nucléaires :

3. Plus l'option et la filière choisies sont professionnelles, plus les opinions et les attitudes sont défavorables à la fonction publique et aux fonctionnaires
4. Les étudiants d'origine sociale défavorisée ont une opinion et une attitude beaucoup plus favorables à la fonction publique et aux fonctionnaires que les étudiants d'origine sociale favorisée à cause des différences de socialisation

5. Les représentations sociales déterminent l'attitude des étudiants face à la fonction publique et aux fonctionnaires plutôt en fin de cycle qu'en première année.

1.4. Les objectifs de l'étude

L'objectif principal de cette étude est d'expliquer les effets de la socialisation universitaire sur la construction des représentations que les étudiants ont de la fonction publique et des fonctionnaires et voire s'il y a un lien de cause à effet entre ces représentations et leurs attitudes.

2. Méthodes et matériaux de l'étude

L'expérience a montré que le choix de la méthodologie dans l'étude d'un processus social est déterminant. Ce choix est immanent au positionnement du chercheur. Dans cette recherche, parce que nous considérons que la réalité peut être appréhendée à travers les « représentations collectives construites dans l'interaction », nous nous intéresserons aux phénomènes cognitifs, affectifs et identitaires.

2.1. Le questionnaire et les types de données

Le questionnaire était structuré en deux parties dont la première qui portait sur les caractéristiques sociodémographiques et académiques.

La deuxième partie du questionnaire s'était intéressée à l'opinion et à l'attitude des étudiants sur la fonction publique et les fonctionnaires ainsi qu'aux mesures à prendre pour améliorer leur efficacité.

Cette enquête a été réalisée par les étudiants de Master 1 et de Master 2 répartis dans 12 établissements universitaires qui constituent autant d'aires d'enquêtes (ADE) dont 9 de l'Université de Bangui et 3 établissements universitaires privés.

L'enquête était réalisée dans les 9 ADE composées de 12 établissements de l'Université de Bangui et d'établissements universitaires privés.

La stratégie de l'échantillonnage retenue pour cette enquête est l'échantillonnage par quotas. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe) après stratification par établissement.

Pour cette enquête et en pratique, considérant que la marge d'erreur des sondages par quotas est égale ou inférieure à celle des sondages aléatoires, la marge d'erreur considérée est de 5% et un niveau de confiance de 95%. Ce qui donne en appliquant la formule consacrée, un échantillon de 384 étudiants régulièrement inscrits. Pour prévoir les non-réponses, on a arrondi la taille de

l'échantillon à 400 personnes, soit un taux de sondage de 0,0035 comme opérateur multiplicatif ou 3,5%.

3. Résultats

L'analyse privilégiée dans cette étude est une approche bivariée tant en ce qui concerne les caractéristiques démographiques que les variables dépendantes et indépendantes. Elle s'est appesantie sur les caractéristiques liées aux filières d'enseignement pour voir leur influence sur le choix d'une carrière dans une situation où les opportunités sont offertes beaucoup plus par le secteur public que par le secteur privé.

3.1. Un échantillon relativement jeune, composé en majorité d'étudiants de Lettres et sciences sociales et suffisamment genré

La population de l'enquête est constituée de 584 étudiants dont 335 de sexe masculin (57,4%) et 244 de sexe féminin (41,9%) provenant de tous les niveaux de la L1 au Doctorat de 9 établissements universitaires dont 3 privés et 6 publics, répartis dans 7 filières d'étude qui sont les suivantes : Sciences économiques et de gestion (41,6%) ; Lettres (32,2%) ; sciences politiques et juridiques (11,3%) ; sciences de la santé et médecine (9,1%) ; sciences humaines et sociales (5,5%) ; sciences de l'ingénieur (0,2%) et sciences (0,2). La proportionnalité de la fréquence des étudiants par filière dans l'échantillon final est en décalage avec celle de l'échantillon de départ.

Sur les 584 étudiants qui étaient touchés par cette enquête, 350 (près de 60%) ont un âge situé entre 18 et 24 ans tandis que l'âge de 42 d'entre eux (7,2%) se situe entre 35 et 49 ans. La majorité de ces étudiants (43%) sont des étudiants de L3.

3.2. Des étudiants d'origine sociale assez défavorisée, avec des parents relativement peu instruits

Lorsque l'on jette un coup d'œil rapide sur le tableau ci- après, l'on constate que la majorité des enquêtés sont d'origine sociale assez défavorisée (210 étudiants soit 35,9%), l'effectif cumulé des défavorisés étant de 344 soit 61,6% même si bon nombre d'entre eux sont d'origine sociale très favorisée (117 étudiants soit 20%)¹ ; l'effectif cumulé des étudiants favorisés étant quant à lui, de 169 soit près de 30% de l'effectif total. Parmi les étudiants d'origine sociale très favorisée, 11,66% sont des sciences économiques et de gestion et 8,4% des Lettres ; 13% d'entre eux ont un des parents titulaires d'une Licence ou d'une Maîtrise tandis que chez les

¹ Les réalités socioéconomiques qui vont avec cette catégorisation doivent cependant être relativisées dans le cas de la RCA.

étudiants d'origine sociale assez défavorisée, 6,2% d'entre eux ont un des deux parents titulaires de baccalauréat. S'agissant du niveau d'instruction des parents, on a un taux de non-réponse de près de 16%, c'est dire que les étudiants ont du mal à dévoiler le niveau d'instruction de leurs parents.

3.3. Une opinion globalement plus que positive sur la fonction publique, relativement positive sur les fonctionnaires et relativement incohérente avec leur attitude ...

Lorsque l'on fait l'analyse de l'interaction de “*opinion fonction publique*” et “Attitude” pour 'Attitude' en se focalisant d'abord sur la variance à un facteur, il ressort que :

- ✓ L'effet global de “*opinion fonction publique*” est très significatif ($V_{\text{inter}} = 9$, $V_{\text{intra}} = 2$, $F = 21$, $1-p = >99\%$)
- ✓ L'effet global de “Attitude” n'est pas significatif ($V_{\text{inter}} = 109$, $V_{\text{intra}} = 0$, $F = 1$, $1-p = 1\%$)

S'agissant de l'analyse de la variance à deux facteurs, il en ressort que :

- ✓ L'effet principal de “*opinion fonction publique*” n'est pas significatif ($V_{\text{inter}} = 9$, $V_{\text{intra}} = 0$, $F = 1$, $1-p = 1\%$)
- ✓ L'effet principal de “Attitude” n'est pas significatif ($V_{\text{inter}} = 109$, $V_{\text{intra}} = 0$, $F = 1$, $1-p = 1\%$)
- ✓ L'interaction de “*opinion fonction publique*” et “Attitude” n'est pas significative ($V_{\text{inter}} = 32$, $V_{\text{intra}} = 0$, $F = 1$, $1-p = 1\%$)
- ✓ Attention, la dépendance entre “*opinion fonction publique*” et 'Attitude' est très significative. $\chi^2 = 41$, $ddl = 16$, $1-p = >99\%$.

3.4. Une opinion plutôt favorable mais une attitude plutôt mitigée face à la fonction publique selon la filière ...

En considérant la filière d'étude, lorsque l'on fait l'analyse de l'interaction de « *FILIERE* » et « *opinion fonction publique* » pour « Attitude » en se basant sur la variance à un facteur, il en ressort que :

- ✓ L'effet global de « *FILIERE* » est très significatif ($V_{\text{inter}} = 4125$, $V_{\text{intra}} = 4$, $F = 4623$, $1-p = >99\%$)
- ✓ L'effet global de « *opinion fonction publique* » est significatif ($V_{\text{inter}} = 110$, $V_{\text{intra}} = 35$, $F = 3$, $1-p = 99\%$)
- ✓ Les modalités discriminantes (au risque de 95%) sont encadrées

Quant à l'analyse de la variance à deux facteurs :

- ✓ L'effet principal de « *FILIERE* » est très significatif ($V_{\text{inter}} = 4125$, $V_{\text{intra}} = 3$, $F = 1221$, $1-p = >99\%$)
- ✓ L'effet principal de « *opinion fonction publique* » est très significatif ($V_{\text{inter}} = 110$, $V_{\text{intra}} = 3$, $F = 33$, $1-p = >99\%$)
- ✓ L'interaction de « *FILIERE* » et « *opinion fonction publique* » n'est pas significative ($V_{\text{inter}} = -20$, $V_{\text{intra}} = 3$, $F = -6$, $1-p = 0\%$)

Il convient de noter que la dépendance entre « *FILIERE* » et 'opinion fonction publique' est très significative. $\chi^2 = 37$, ddl = 16, 1-p = >99%.

3.5. L'origine sociale des étudiants et le niveau d'étude : deux variables médiatrices dans la construction des attitudes : le paradoxe des BTS et des Masters professionnels ...

Les variables médiatrices sont des variables intermédiaires qui expliquent la relation entre une variable indépendante et une variable dépendante. Plus précisément, elles expliquent comment et pourquoi les effets se produisent (Baron et Kenny, 1986). Aussi, se demande-t-on si l'effet de l'origine sociale des étudiants sur leur opinion et attitude face à la fonction publique est-il médiatisé par le niveau d'étude.

Lorsque l'on considère l'origine sociale des étudiants, il se trouve que l'attitude des étudiants face à la fonction publique n'est pas du tout favorable. Cela est beaucoup plus prononcé chez les étudiants dont les parents sont chômeurs (57%), agriculteurs (+/- 53%) et cadres, professions intellectuelles supérieures (51%) alors que tous ont une opinion plutôt favorable.

On comprend que :

- ☞ Les étudiants dont les parents sont ouvriers (52%) préfèrent une carrière dans la Fonction publique pour probablement compenser le peu de respectabilité attribuée à la profession de leur parent ;
- ☞ Ceux dont les parents sont agriculteurs, préféreraient le secteur privé (53%), probablement pour redorer le peu de dignité qui entoure la profession de leur parent et éviter toutes les caractéristiques négatives attribuées à tort ou à raison à la Fonction publique ;
- ☞ Les étudiants dont les parents sont cadres et des professions intellectuelles supérieures ne sont pas du tout favorables pour un poste dans la Fonction publique (51%), parce que probablement influencés par l'expérience et la proximité professionnelle de leur parent, même si leur opinion sur la Fonction publique est plutôt bonne, donc diamétralement opposée à leur attitude (51%,).

Le fait que l'État soit le principal fournisseur d'emploi peut expliquer cette opinion, mais il y a lieu de questionner le contenu des programmes et les compétences de ceux qui interviennent dans la formation des filières professionnelles. Tel est le paradoxe des BTS et des Masters 1 professionnels.

Si ce paradoxe est confirmé quant à l'attitude des BTS dont bon nombre sont favorables à un poste dans la Fonction publique (60%), il est plutôt contredit dans le cas des Masters 1 professionnels qui ont plutôt une attitude défavorable (56%). Au delà des Masters 1 professionnels, les L1 (47%), L2 (51%), L3 (50%) et M2 (47%) sont également plutôt défavorables pour un poste dans la Fonction publique, et pour cause, la Fonction publique est vue par les étudiants selon leur effectif et la fréquence cumulée des caractéristiques retenues, comme une organisation lente (5,9%), ne répondant pas aux besoins des usagers (7,3%), inadaptée aux attentes des Centrafricains (7,4%), vieille et coûtant chère (6%).

DISCUSSIONS

Cette étude pousse à questionner non seulement les raisons qui ont poussé les étudiants à s'inscrire dans telle ou telle autre filière dans un contexte où il n'existe plus un mécanisme d'orientation des bacheliers mais aussi et surtout le contenu des filières et des unités d'enseignement ainsi que les valeurs que celles-ci promeuvent. En effet dans une situation où le choix d'une filière est fait par l'étudiant, sa motivation et sa socialisation dans cette filière sont beaucoup plus actives que dans une situation où son dossier d'inscription est parachuté dans une filière quelconque contre son gré. Dans le premier cas la socialisation par la filière ou « l'ethos de filière » est beaucoup plus prégnante que dans le dernier cas. Au moment où nous analysons cette étude, le gouvernement a lancé une campagne de recrutement dans la Fonction publique d'au moins 5000 nouveaux diplômés pour l'année 2024-2025. L'engouement autour de ce recrutement est tel qu'il contredit l'attitude des étudiants dans le cadre de cette étude. C'est dire que l'attitude reste une prédisposition psychologique qui n'induit pas ipso-facto le comportement. Si les valeurs de compétence, de résultats, d'honnêteté, d'efficacité, d'efficience de reddition des comptes, de la transparence sont plus ou moins transmises lors de la formation des étudiants, celles-ci ne semblent pas déterminer le choix des diplômés et pour cause, les opportunités d'emploi sont tellement rares qu'ils n'ont plus à choisir l'organisation qui promeut le mieux les valeurs auxquelles ils s'attachent. Au regard du marché de l'emploi et de son environnement sociologique et politique, les coûts à attendre un hypothétique emploi dans le secteur privé leur ont paru plus élevés que les avantages pour un poste immédiat dans le secteur public en attendant des lendemains meilleurs. Cela est confirmé par tous les dessous-de-table que les diplômés dont les compétences n'ont rien à voir avec la gestion des finances publiques, ont accepté de donner aux membres des comités de recrutement pour avoir un poste aux

ministères des Finances, des mines et du commerce, ce qui évacue toute référence et attachement aux valeurs et exigences de compétences et d'efficacité.

CONCLUSION

Cinq hypothèses avaient guidé l'opérationnalisation de cette étude au terme de laquelle il en ressort que l'établissement universitaire, la filière d'étude, l'option choisie, influencent effectivement mais de manière indirecte l'opinion et l'attitude que les étudiants ont de la fonction publique et des fonctionnaires. Cela est illustré par ce que nous avons appelé le paradoxe des BTS. Comment expliquer que les étudiants de BTS aient une opinion favorable pour la fonction publique et soient disposés à y travailler (60%) alors que leurs formations les prédisposent à des fonctions beaucoup plus techniques et pratiques et à plus fortes valeurs ajoutées ? C'est dire que leur attitude résulte d'un effet de structure et non des valeurs de performance, de compétences et de résultats liées plutôt à des organisations privées qu'à la fonction publique qu'ils voient comme une organisation trop bureaucratique non pas au sens taylorien du terme mais dans une vision péjorative, c'est-à-dire une organisation plutôt mal vue (27,9%) et très mal vue (24,9%) parce que lente, ne répondant pas aux besoins des usagers, inadaptée aux attentes des Centrafricains, vieille et coûtant chère.

L'origine sociale ne semble pas prégnante quant à l'opinion des étudiants sur la fonction publique qui en font une opinion favorable toute catégorie socioprofessionnelle des parents confondue. Cependant, cette opinion ne semble pas cohérente avec l'attitude qu'ils en ont. Même les étudiants dont les parents sont commerçants, chefs d'entreprise (70,2%), cadres et professions intellectuelles supérieures (61,6%) et professions intermédiaires (64,5%) sont favorables pour un poste dans la Fonction publique.

S'agissant de l'effet filière choisie, celui-ci est très prégnant sur l'opinion des étudiants (60%) toute filière confondue et mi-figue mi-raisin sur la probabilité qu'ils acceptent un poste dans la fonction publique (40%). Cette incohérence est plus prononcée chez les étudiants en sciences de l'ingénieur (66,7%), des grandes Écoles (54,5%) qu'en sciences (52,9%). Cependant, le fait que l'étude n'est pas allée jusqu'à questionner le contenu des unités d'enseignement, oblige à nuancer cette hypothèse.

Quant au niveau d'étude, seuls, les étudiants de 2ème année de Master ont une opinion peu positive (36,8%) et une attitude défavorable (47,4%) de la Fonction publique. Outre le paradoxe des BTS déjà évoqué, l'opinion des étudiants de 1ère, 2ème et 3ème année de Licence ainsi que ceux de 1ère année de Master toute filière confondue (70% plutôt bonne) est diamétralement

opposée à leur attitude (30% plutôt favorable) pour un poste dans la fonction publique. Cette situation s'explique par le fait qu'à ce niveau, les étudiants tiennent le même discours ambiant véhiculé dans la société mais s'attendent à de meilleures opportunités en dehors de la fonction publique. Les filières influencent l'attitude des étudiants face à la fonction publique plutôt en fin de cycle qu'en début.

Les filières et leurs contenus n'ont pas d'influence significative sur le choix des étudiants, lorsqu'il s'agit d'un sujet qui ne fait pas appel aux compétences acquises dans leur filière respective. Leur choix est déterminé par la structure de la situation du moment.

Références bibliographiques

Baudelot C., Benoliel R., Cukrowicz H., Estabiet R., 1981, Les étudiants, l'emploi, la crise, Paris, Maspero.

Bergamaschi, Alessandro, 2015, « Attitudes et représentations sociales », Revue européenne des sciences sociales [En ligne], 49-2 | 2011, mis en ligne le 01 janvier 2015, consulté le 21 septembre 2023. URL : <http://journals.openedition.org/ress/996> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ress.996>

Bourdieu P., Passeron J-C., 1964, Les héritiers, Paris, Minuit

Gaspard Sénéchal, « Pierre Bourdieu, Jean-Claude Chamboredon, Jean-Claude Passeron, *Le métier de sociologue* », *Lectures* [En ligne], Les comptes rendus, mis en ligne le 21 avril 2021, consulté le 23 octobre 2023. URL : <http://journals.openedition.org/lectures/48814> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lectures.48814>

Dubet F., 1994 « Dimensions et figures de l'expérience étudiante dans l'université de masse », Revue française de sociologie, XXXV, pp. 511-532.

DURKHEIM Émile, 1968 [1912], Les Formes élémentaires de la vie religieuse, Paris, PUF

Frantz Fanon, 1952, Peau Noire. Masques Blancs, Paris, Les Éditions du Seuil, 239 pp.

Rateau, P. & Lo Monaco, G (2013). La théorie des représentations sociales : orientations conceptuelles, champs d'application et méthodes. *Revista PS psicologia*, 6(1), 1-21

Garnier Catherine et Sauvé Lucie, 1999, Apport de la théorie des représentations sociales à l'éducation relative à l'environnement - Conditions pour un design de recherche, dans «*Éducation relative à l'environnement : Regards - Recherches - Réflexions*», Volume 1 Bilans, enjeux et perspectives de la recherche en éducation relative à l'environnement, <https://journals.openedition.org/ere/7204>, consulté le 29 septembre 2023

Ministère de la Fonction Publique, de la Réforme de l'Administration Publique et de l'emploi, « Les Grands axes de la réforme en question », Bangui, République Centrafricaine, Août 2013, P.7

Galdiolo Sarah, Nils Frédéric and Vertongen Gil, “Influences indirectes de l’origine sociale sur la réussite académique à l’Université”, *L'orientation scolaire et professionnelle* [Online], 41/1 | 2012, Online since 07 March 2015, connection on 14 May 2024. URL: <http://journals.openedition.org/osp/3723> ; DOI: <https://doi.org/10.4000/osp.3723>

Dumay, X., & Dupriez, V. (Eds.) (2009). *Efficacité dans l'enseignement : Promesses et zones d'ombres*. Bruxelles : De Boeck